

## Majoration de rentes viagères (Loi du 31 Décembre 1895).

**Numéro d'inventaire** : 1979.08832

**Type de document** : affiche

**Éditeur** : Caisse des Dépôts et Consignations (Paris)

**Imprimeur** : Imprimerie Nationale, Paris

**Date de création** : 1911

**Description** : Affiche papier, texte imprimé. Légère déchirure sur le bord droit.

**Mesures** : hauteur : 555 mm ; largeur : 360 mm

**Notes** : République Française. Caisse des dépôts et consignations. Caisse nationale des retraites pour la vieillesse sous la garantie de l'Etat. Conditions, formalités et bonifications pour bénéficier d'une majoration de rente. Imprimerie Nationale, 1911.

**Mots-clés** : Protection de la famille, de la mère et de l'enfant

**Autres descriptions** : Langue : Français

ill.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

**CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE**  
SOUS LA GARANTIE DE L'ÉTAT  
(Lois des 18 Juin 1890 et 30 Juillet 1895)

# MAJORATION DE RENTES VIAGÈRES

(Loi du 31 Décembre 1895)

Dans le but d'encourager la prévoyance et la constitution de retraites, des majorations de rentes viagères seront accordées en 1911, en exécution de la loi du 31 décembre 1895, aux titulaires de livrets de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ainsi qu'aux pensionnaires des sociétés de secours mutuels ou des sociétés de secours et de prévoyance qui rempliront, au point de vue de l'âge, de la continuité des versements et de la situation de fortune, les conditions énumérées ci-après.

Ces rentes supplémentaires seront servies par la Caisse nationale des retraites. Elles ne pourront excéder le cinquième de la rente primitive (article 25 de la loi du 13 juillet 1896).

### CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR AVOIR DROIT A UNE MAJORATION DE RENTE.

Pour être admis à participer à la répartition qui sera faite en 1911, les postulants doivent remplir toutes les conditions suivantes :

- 1° Être de nationalité française ;
- 2° Être titulaire d'un livret de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou pensionnaire d'une société de secours mutuels ou de toute autre société de secours et de prévoyance ;
- 3° Être âgé de soixante-cinq ans au moins avant le 1<sup>er</sup> janvier 1912, c'est-à-dire être né au plus tard le 31 décembre 1846 ;
- 4° Avoir effectué, pendant vingt-cinq années au moins, des actes de prévoyance, autres que ceux prévus par la loi du 5 avril 1910, en opérant des versements à la Caisse nationale des retraites ou en payant des cotisations régulières à des sociétés servant des pensions de retraite et ayant, depuis la même époque, établi un fonds de retraite ;
- 5° Ne pas jouir, y compris la rente dont la majoration est demandée, d'un revenu personnel, viager ou non, supérieur à trois cent cinquante francs ;
- 6° N'avoir pas participé aux majorations qui ont été accordées de 1896 à 1910 inclus.

### FORMALITÉS À REMPLIR POUR BÉNÉFICIER D'UNE MAJORATION DE RENTE.

- 1° Être, s'il y a lieu, le titulaire de son livret individuel et de son titre de rente.
- Le postulant devra déclarer, en outre, qu'il ne jouit pas, y compris sa rente viagère, d'un revenu personnel, consolidé, viager ou non, supérieur à 350 francs, non compris les ressources qu'il peut tirer de son travail et donner au maire les renseignements qui lui seront demandés relativement à sa situation de fortune et de famille.
- Les titres de rente seront immédiatement rendus aux pensionnaires. Les livrets individuels et, s'il y a lieu, les extraits d'acte de naissance seront joints à l'appui des demandes, ainsi que les autres pièces indiquées ci-dessus.
- Les demandes formées par les rentiers de la Caisse nationale des retraites qui ne sont membres d'aucune société de secours mutuels ou autre seront conservées par les maires chargés de les faire parvenir au sous-préfet de l'arrondissement.
- Les demandes formées par les pensionnaires d'une société de secours mutuels ou de toute autre société de secours et de prévoyance, qu'ils soient ou non titulaires d'une rente de la Caisse nationale des retraites, devront, après avoir été souscrites devant le maire de leur résidence et certifiées par lui, être remises au président de la société qui attestera, s'il y a lieu, que ces pensionnaires ont payé des cotisations régulières pendant le nombre d'années exigé par la loi.
- Le président dressera un bordereau spécial de ses demandes et le remettra au maire de la commune où se trouve le siège de la société, avec les pièces à l'appui.

### BONIFICATIONS SPÉCIALES À ATTRIBUER AUX PARENTS AYANT ÉLEVÉ PLUS DE TROIS ENFANTS.

Indépendamment des majorations de rentes viagères, des bonifications spéciales pourront être attribuées, après avis de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites, aux pensionnaires remplissant les conditions ci-dessus indiquées et qui auront élevé au moins quatre enfants jusqu'à l'âge de trois ans accomplis.

### DÉLAI DANS LEQUEL LES DEMANDES DEVRONT ÊTRE SOUSCRITES.

Les demandes de majoration devront être remises aux maires, avec les pièces à l'appui, au plus tard le 30 novembre 1911 sous peine d'exclusion.

Les renseignements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse sont envoyés :  
à Paris et dans le département de la Seine, à la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, et à la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, à Paris.  
Dans les autres départements, à la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, à Paris.  
Les renseignements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse sont envoyés :  
à Paris et dans le département de la Seine, à la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, et à la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, à Paris.  
Dans les autres départements, à la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, à Paris.  
Les renseignements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse sont envoyés :  
à Paris et dans le département de la Seine, à la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, et à la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, à Paris.  
Dans les autres départements, à la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, à Paris.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 1075 115-1114. — 1911

